

Thématiques de recherche et propositions de sujets

Axe « Attachement populaire au chemin de fer »

Contact : Francis Beaucire, francis.beaucire@wanadoo.fr

Dans le cadre de cet axe de recherche, Rails & histoire souhaite susciter l'intérêt pour l'accueil fait au chemin de fer par les populations impliquées par la conception des lignes, les tracés, les ouvrages d'art, les travaux jusqu'aux inaugurations. Sont soulevés en effet de multiples questions liées à la transformation de la vie locale par l'irruption d'un système technique innovant.

De même l'accueil fait par les populations et leurs représentants lors des fermetures de lignes à l'occasion des périodes de grande rétraction des réseaux, principal comme secondaire, fait partie de cet axe de recherche, dans le cadre duquel Rails & histoire souhaite réunir en particulier une collection de monographies.

Rails & histoire est intéressée notamment par des monographies, réalisables en Master 1 ou Master 2, sur les deux thèmes suivants :

- Manifestations et réactions sociétales et politiques lors d'inauguration ou de fermeture de lignes ; à titre d'exemple la ligne Bréauté-Beuzeville-Fécamp, de 1845 à nos jours avec deux fermetures puis réouvertures depuis les années 1970.

- Initiatives locales de préservation et de mise en valeur de bâtiments, d'installations ou d'ouvrages ferroviaires.

Axe « Gares et stations de chemins de fer. Architecture, urbanisme et territorialité du ferroviaire entre histoire, mémoire et projet : savoirs, modèles et méthodes en circulation. 2023 – 2025 »

Karen Bowie, karen.bowie@wanadoo.fr

Cet axe est une proposition de renouvellement et de refonte de l'axe « Gares et urbanisation métropolitaine entre histoire, mémoire et projet. Patrimoine ferroviaire et projet urbain en Île-de-France à l'heure du Grand Paris Express »

Pendant la période 2018 – 2022, l'axe de recherche « Gares et urbanisation métropolitaine » a proposé, en partenariat avec l'UMR CNRS/MC 3329 AUSser (Architecture Urbanistique Sociétés), un séminaire qui a donné lieu à trois rencontres en 2018 et 2019, complétées par une journée d'études spéciale en 2021.

Dans la perspective d'un renouvellement de l'axe pour la période 2023 – 2025, l'expérience de la période 2018-2022 amène à proposer un élargissement de la focale au-delà de l'aire géographique de la région Île-de-France pour concerner non seulement toute la France mais développer aussi une ouverture sur l'international plus explicite et assumée.

Plus généralement, il s'agit de refondre l'axe autour de problématiques définies de manière large afin de tenir compte, dans la mesure du possible, de l'ensemble des dimensions en jeu lorsqu'on évoque l'histoire des gares et des stations ferroviaires. Ainsi le terme même de « gare » est compris comme renvoyant à des bâtiments voyageurs mais aussi à des gares de triage et de marchandises, à des dépôts, à des ateliers de réparation, à l'ensemble des éléments qui peuvent constituer une « gare ». L'idée est de tenter d'aborder le site ferroviaire comme un tout, englobant aussi bien éléments architecturaux, parfois monumentaux, tournés vers l'urbain, qu'équipements plus fonctionnels et industriels, jadis souvent cachés du regard du public.

Conséquence de ce parti, les échelles concernées par les travaux de l'axe peuvent aller de celle du bâtiment individuel et des techniques constructives mises en œuvre, à celle de son insertion urbaine et de l'urbanisme de ses abords, à celle encore de l'inscription et du fonctionnement de l'équipement ferroviaire dans un territoire.

Comme par le passé, l'axe ambitionne de contribuer aussi bien au développement de travaux et de connaissances proprement historiques qu'à l'éclairage de décisions concernant la conservation, la préservation et la mise en valeur du patrimoine ferroviaire dans des projets d'aménagement actuels et à venir.

Que les connaissances développées concernent l'histoire architecturale, urbaine et industrielle des gares et stations ferroviaires ou leur patrimonialité actuelle, le souhait est d'aborder ces objets et ces ensembles non seulement en tant qu'éléments isolés mais aussi par rapport aux contextes de circulation de savoirs, de modèles et de pratiques les concernant, aux vecteurs de ces échanges (revues, enseignements, colloques, voyages d'études...)

L'ouverture de l'axe à une pluralité d'aires géographiques et d'échelles spatiales permettra au séminaire associé à ses travaux d'organiser des séances consacrées à l'approfondissement de thématiques plus précises, selon l'actualité de la recherche et, le cas échéant, les opportunités de partenariats qui peuvent se présenter.

Axe « Correspondances ferroviaires »

Contact : Francis Beaucire, francis.beaucire@wanadoo.fr

À l'époque des différentes compagnies ferroviaires qui desservent un territoire déjà unifié d'un point de vue politique (mais pas encore complètement du point de vue économique), il semble que l'histoire de **l'organisation des dessertes et des échanges entre compagnies** pour

inscrire dans la réalité, le principe d'« équité territoriale » (cher aux économistes et aux géographes, mais aussi aux idéologues) peuvent être revisités. Cela pose plus généralement la vaste question des correspondances, des liaisons directes, des voitures directes dans des trains à tranches multiples, ainsi que le passage d'une compagnie et donc d'une portion de territoire à un autre.

Dans les débuts du chemin de fer avant la création de la SNCF, les compagnies ont-elles adopté les mêmes principes de desserte du « semis urbain » ? Cette **double question de la desserte directe et de la correspondance** est certes d'actualité, mais c'est aussi une dimension centrale dans l'exploitation d'un réseau, ici au service de l'accessibilité interurbaine ; autrement dit, c'est « en même temps » un problème d'exploitation ferroviaire et un problème de politique des territoires qui passe par la notion de *nœud*, ferroviaire en l'occurrence.

La recherche s'est largement intéressée au maillage des territoires par les infrastructures, à la réduction des temps de parcours de point à point, mais moins à la **gestion des nœuds**, dont dépend *in fine* la réalité du déplacement pour le voyageur ou l'utilisateur. Cette question est d'une grande actualité.

Rails & histoire est intéressée tout particulièrement par des monographies sur l'évolution des correspondances offertes aux voyageurs dans les nœuds ferroviaires régionaux, depuis les compagnies et la création de la SNCF jusqu'à nos jours, notamment liées aux thématiques suivantes :

- La correspondance en gare (expérience voyageur, organisation de la gare, ...) (davantage pour historiens et sociologues)
- D'un réseau aux sous-réseaux (passage du réseau rapide à un réseau local, émergence de gares-pivots, quelle portée) (plutôt envisager un cas d'étude pour un historien ou un géographe et envisager une périodisation au XIX^e siècle par exemple)
- Le rôle des acteurs régionaux dans la correspondance (depuis 2002)

Axe « Les plans ferroviaires nationaux (XIX^e-XXI^e siècles). Des objectifs aux réalisations »

Georges Ribeill, ribeillgeorges@wanadoo.fr

Chacune de deux « révolutions ferroviaires » initiées en France, au XIX^e puis fin XX^e siècle, a suscité l'élaboration politique d'un vaste plan d'équipement national de lignes de chemins de fer. Les similitudes entre la fameuse étoile Legrand à 6 branches votée le 21 juin 1842 et le schéma directeur national des liaisons ferroviaires à grande vitesse entériné par un conseil interministériel le 14 mai 1991 ont été moult fois relevées. L'un comme l'autre vont ouvrir un domaine durable et réitéré d'intervention aux acteurs politiques et administratifs, aussi bien centraux que locaux, pour lesquels le chemin de fer peut être instrumentalisé de diverses manières.

L'histoire du réseau national est jalonnée d'étapes décisives quant à la construction de nouvelles lignes, leur modernisation (doublement des voies, électrification, signalisation...), ou leur fermeture à l'exploitation pour raison d'économie...

Une longue liste d'arguments peut être invoquée au fil de l'histoire pour justifier tel projet ou plan ferroviaire en fonction des conjonctures économiques et politiques variées, outre le progrès social que représente la rapidité du voyage dans un train de plus en plus facile d'accès : instrument régalién assumé d'une politique jacobine de « contrôle » du territoire (les « rênes du gouvernement »

en 1842), armature administrative du territoire assurée par la desserte de toutes les préfectures, puis des sous-préfectures...), outil militaire défensif (desserte des forts et des arsenaux) ou offensif (« lignes de concentration » tirées vers le Nord-Est et réseau orthogonal des rocades de l'arrière d'évolution) ; instrument discursif aussi : matière électorale de choix dans les candidatures politiques et professions de foi, sujet d'idéologies généreuses (voir le discours internationaliste saint-simonien récurrent ou le discours « Troisième République » d'un service public tenu à couvrir également tout le territoire au nom d'une impérative justice distributive) ; objet d'une politique de régulation économique par le désenclavement des marchés agricoles locaux (il n'y aura plus de graves crises frumentaires après 1847) ou l'amélioration de la compétitivité nationale par la réduction des coûts de transport des matières premières (programme impérial de janvier 1860 faisant suite au traité de libre-échange avec l'Angleterre), composant d'une politique d'équipement national en infrastructures connectées (interconnexion des réseaux ferrés avec les ports maritimes et/ou fluviaux).

Pourraient être ainsi étudiés distinctement et comparativement les « plans » ferroviaires qui ont modelé en partie le réseau classique et affecté récemment le réseau des LGV ébauché depuis 1981. Quels acteurs impliqués ? Selon quelles modalités (lois de classement, déclaration et enquêtes d'utilité publique, concession définitive ou éventuelle, programmation, financement, délais, phasage) ? Pour quels résultats ? La plupart des plans n'aboutiront jamais totalement, ou pâtiront de retards, blocages, dépassements des délais ou des budgets, erreurs de prévision des trafics... : ces difficultés à aboutir, ces imprévus - d'ordre économique, politique, financier ? - mériteraient une analyse poussée.

Une telle lecture des plans ferroviaires successifs en tant que processus idéologico-politiques plus ou moins concrétisés et achevés, en tant que réseaux techniques matériels superposés, voués à sédimentation, à érosion, à destruction..., n'a jamais été entreprise. Elle implique pour le réseau classique de relire les étapes marquantes, notamment au temps des compagnies : Étoile Legrand, 1857-1863 : imposition des « seconds réseaux », 1875-1883 (« troisième réseau ») ; programme Freycinet de 1878-1879 et ses avatars de 1883), plan d'électrification de 1921, plan Marquet de 1935 ; au temps de la SNCF : plans départementaux de fermeture des lignes de 1938 ; plans d'équipement national sous Vichy ; projets successifs de réseaux-noyaux ; plans successifs de fermeture des lignes voyageurs...

S'agissant du réseau des LGV, on a déjà retracé comment le schéma directeur de 1991 en tant que « tremplin d'une irrésistible TGV-mania » a déclenché un trend politique marqué par des alternances d'assurance et de doute au plan financier... Comment LOADT, FITTVN, RFF (1995-1997) ont catalysé « la seconde relance tégéviste », et comment le Grenelle de l'Environnement (août 2009) a servi de relance politique ... Le recul du temps devrait permettre de mieux éclairer les impulsions et arbitrages politiques qui ont prévalu dans un système d'acteurs institutionnels privés et publics, centraux, régionaux, locaux mais aussi européens... Des enquêtes orales auprès des acteurs pourraient compenser l'accès restreint prévisible à certaines archives.

Axe « Monographies de lignes ferroviaires »

Contact : Christian Chevandier, christian.chevandier@gmail.com

Ces monographies pourraient notamment être étayées par diverses problématiques, en particulier celle des cheminots en milieu rural. Voici quelques exemples à titre indicatif !

- Cavaillon-Forcalquier de son ouverture à sa fermeture (environ 120 ans), avec une approche du rôle des produits agricoles.
- Une étude du tramway havrais, depuis 1871, avec notamment l'épisode passionnant de la reconstruction après les bombardements puis la fermeture en 1951, et son retour en 2012.
- Fermeture d'ateliers de réparation ferroviaire. Étalées sur une quarantaine d'années, les fermetures d'Oullins-Voitures puis d'Oullins-Machines pourraient être appréhendées comme un ensemble

Axe « Bicentenaire de la première ligne de chemins de fer français »

Contacts : Louis Baldasseroni, louis.baldasseroni@unimes.fr et Étienne Faugier, etienne.faugier@univ-lyon2.fr

Dans la perspective du bicentenaire de l'ouverture de la première ligne de chemin de fer de France en juin 2027, Rails et Histoire souhaite favoriser des recherches sur le monde ferroviaire susceptibles d'être valorisées lors de cet événement. Il s'agit de participer à la pluralité et au renouvellement des approches d'histoire des mondes ferroviaires, notamment dans le cadre des axes « Attachement populaire au chemin de fer » et « Train et écologie ».

Parmi les thématiques de recherche possibles, plusieurs peuvent faire l'objet de mémoires de Master ou autres travaux de fin d'études :

- L'ouverture de la ligne Saint-Etienne-Andrézieux en 1827, du point de vue de la presse à différentes échelles, ou encore à partir des archives locales.
- D'autres ouvertures de lignes avant les années 1860, en France ou ailleurs, pour établir des points de comparaison.
- Les commémorations dans l'univers ferroviaire : ouvertures et fermetures de lignes, records de vitesse, ...
- Les impacts environnementaux de cette nouvelle ligne et, plus largement, des premières lignes de chemin de fer : sur la propriété foncière, les activités des territoires concernés, les mobilités à différentes échelles, ...
- L'exploitation touristique du patrimoine ferroviaire dans le cadre d'événements, de musées ou d'infrastructures de loisir dédiées.

Ces thématiques ne sont pas exhaustives et peuvent faire l'objet de discussion. Vous avez une idée de sujet en rapport ? Contactez-nous !

Axe « Histoire de la libéralisation ferroviaire »

Contact : Pierre Zembri, pierre.zembri@enpc.fr

Entreprendre une histoire de la libéralisation du secteur ferroviaire en Europe implique de travailler sur une période très récente où les témoignages d'acteurs jouent un rôle prépondérant, et où les archives écrites sont rares et en tout état de cause non communicables sans dérogation. La question du secret commercial peut en outre perturber leur accès.

Mais c'est une question passionnante car on constate que des règles communes établies à l'échelle de l'UE à partir de 1991 (directive 91-440 et « paquets » successifs de textes ultérieurs) ont pu donner lieu à autant d'interprétations qu'il y a de pays les appliquant. Le cas français se singularise par l'adoption tardive d'une solution baroque dans le contexte d'une sortie de grève des cheminots particulièrement dure et longue. Cette solution intenable à moyen terme a été remise en cause à partir de 2014, en s'inspirant d'un « modèle allemand » permettant surtout de remettre en cause l'indépendance du gestionnaire d'infrastructures vis-à-vis de l'opérateur historique.

Rails & histoire s'intéressera à plusieurs aspects de la libéralisation, en pratiquant autant que cela sera possible des approches comparatives :

- **les « nœuds décisionnels » remis en contexte** : dans quel but choisit-on à un moment donné une voie ou une configuration ? Quel est le degré d'information des acteurs en position de prendre les décisions ? Quel est le jeu des opérateurs, des politiques, des techniciens, quels types de compromis s'élaborent et sur quelle base ? Travailler sur les décisions implique l'identification des acteurs-clés encore accessibles et le recueil de leur témoignage. Plusieurs journées d'études pourraient être organisées, dont une première sur la mise en œuvre de la directive 91-440 et la mise en place des gestionnaires d'infrastructures comme RFF dans le cas français.

- **la pratique de la gestion des infrastructures dans un contexte libéralisé** : cette question vient en prolongement d'une série d'entretiens déjà réalisés à l'occasion des dix ans de RFF (donc en 2007-2008), qui ne portaient pas forcément sur cette approche. L'idée est de comprendre en quoi la gestion des infrastructures au sein d'une entreprise intégrée diffère de celle d'un gestionnaire « indépendant », compte-tenu de l'inertie liée aux projets de développement ou de reconfiguration du réseau (qui empêche toute réactivité). La question s'est posée par exemple de déterminer un réseau à priorité fret (vers 2003-2004), destiné à favoriser le déploiement d'opérateurs alternatifs à la SNCF. Mais l'ampleur des investissements nécessaires dans un contexte de baisse des trafics n'a pas permis d'aller au-delà d'une carte et de quelques opérations d'ordre symbolique. Dans le cas précis de RFF, la gestion des infrastructures a été largement orientée par le poids écrasant de la dette du système ferroviaire dont le gestionnaire d'infrastructures a hérité. D'où le recours à des concessions ou à des partenariats pour développer les infrastructures à grande vitesse qui étaient malgré tout nécessaires. D'où également la très faible intervention sur le réseau classique non parcouru par les trains à grande vitesse, dont l'état est devenu préoccupant.

- **l'émergence d'une régulation du marché ferroviaire** : la tendance des acteurs déjà en place sur un marché en voie d'ouverture est d'élever des barrières à l'entrée, plus ou moins visibles ou explicites, pour retarder le plus possible l'arrivée d'opérateurs alternatifs. Dans le transport aérien, c'est sur les capacités aéroportuaires que les actions ont été les plus importantes (rétention ou sur-commande de créneaux pour saturer les aéroports jugés stratégiques). Dans le domaine ferroviaire, c'est la gestion des circulations sur le réseau (incluant la construction et l'attribution des sillons), l'homologation du matériel roulant ou l'habilitation des personnels qui ont constitué des points

durs de la libéralisation. D'où la création au fil de l'eau d'instances indépendantes censées éviter des comportements trop perturbateurs : on peut citer l'établissement public de sécurité ferroviaire (EPSF) pour l'homologation des matériels et des personnels, l'ARAF(ER) pour le bon fonctionnement du marché (accès aux facilités essentielles par exemple ou tarification des sillons), la Direction des circulations ferroviaires (régulation en temps réel des circulations). Faire l'histoire de ces structures et de leur implantation est d'un grand intérêt pour expliquer différentes phases successives de l'ouverture des marchés. On notera que dans la plupart des pays européens, ce type d'organismes régulateurs a été installé dès le début du processus.

- **les stratégies et tactiques des entreprises ferroviaires (EF) pour entrer sur le marché** : on observe que les différentes EF qui ont tenté de circuler sur les réseaux libéralisés n'ont pas choisi les mêmes créneaux et n'ont pas eu les mêmes stratégies et tactiques d'implantation. Cela vaut pour le fret, domaine dans lequel on peut se permettre des marges de manœuvre plus importantes en termes de tracé des itinéraires, et plus marginalement pour les voyageurs, l'*open access* ayant très peu été mis à profit dans les pays qui l'ont autorisé (à commencer par le Royaume-Uni). Les marchés sur lesquels les EF se sont positionnées, leurs implantations sur le territoire (bases, résidences de conducteurs, ateliers, etc.), les axes et sous-réseaux qu'elles ont privilégiés permettent de lire ces stratégies. Le rythme et l'ordre des déploiements, largement dépendants des éventuelles barrières à l'entrée, permettent de lire des tactiques. Avec le recul, on constate que les EF alternatives ont tâtonné pour s'implanter sur le marché. Certaines ont échoué, à l'instar de Veolia Cargo. Pour reconstituer ces itinéraires d'entreprises, des entretiens sont nécessaires, mais aussi la conservation des « traces » de leur activité à commencer par les bases sillons et les archives d'entreprise. Une réflexion a été engagée avec le SARDO (SNCF) sur la conservation des bases sous format numérique (sillons, horaires), au-delà d'une durée de vie des supports actuels (CD horaires) largement incertaine.

Plusieurs thématiques pourraient être étudiées :

- Les modalités de mise en œuvre des politiques et processus de libéralisation (voyageurs, fret), approches par pays ou comparatives.
- La gestion de l'infrastructure et de ses capacités dans un contexte d'ouverture à la concurrence.
- La gestion des parcs de matériel roulant par les exploitants en place et les nouveaux entrants.
- La régulation des marchés, histoire des autorités ad hoc, évolution de leurs méthodes et de leur jurisprudence.
- Les réussites et échecs des nouveaux entrants sur le marché.

Axe « Train et écologie, XIX^e – XXI^e siècles »

Contact : Arnaud Passalacqua, arnaud.passalacqua@m4x.org

Les échanges tenus lors de la réunion de lancement de l'axe le 8 janvier 2020 ont révélé l'ampleur de la thématique proposée par l'axe de recherche. Ils ont reflété un intérêt pour cette question venue de différents milieux, académiques et non académiques, au sein de la SNCF comme en dehors de celle-ci. Les thématiques soulevées lors des différentes interventions ont aussi été très riches dans leur diversité. Il faut y lire le reflet du caractère très systémique du monde ferroviaire, qui touche à une variété d'aspects de notre société et de notre environnement très importante.

Dès lors, il nous est apparu important de devoir organiser le travail de l'axe selon des propositions de thématiques qui puissent porter un intérêt scientifique mais également un sens pour Rails & histoire, auprès de ses adhérents comme de ses partenaires, afin de déboucher sur des formes de valorisation et de médiation vis-à-vis de publics variés. Ces thématiques principales seront celles sur lesquelles porteront les efforts les plus importants. La discussion menée le 8 janvier a permis de les faire ressortir et de proposer une approche plus structurée de l'axe. Mais d'autres éléments complémentaires pourront venir alimenter la réflexion globale sur les relations entre système de transport ferroviaire et écologie. Les propositions seront accueillies au fil du développement de l'axe.

L'axe est structuré en 3 grandes thématiques, chacune donnant lieu à une proposition de sujet de master. Il s'agit de pistes qui pourront être précisées en fonction des discussions avec les étudiant(e)s intéressé(e)s et des premières recherches bibliographiques.

1. Effets territoriaux du chemin de fer de court et long terme

Cette thématique s'inscrit dans l'approche géographique des réseaux ferroviaires compris comme des éléments qui prennent place sur des territoires préexistants et qui, avant leur mise en service puis après, contribuent à transformer ces territoires. Si de nombreux travaux existent déjà sur les relations entre train et territoire, il s'agit ici de proposer une lecture qui adopte la problématique environnementale, ce qui permettra de compléter ces approches antérieures. La notion d'échelle se trouvera ici mobilisée de façon centrale, que ce soit dans le temps (effets de court, moyen et long terme) ou dans l'espace (effets locaux, effets globaux).

Les aspects principaux de la thématique seront donc les suivants :

- Effets de coupure des infrastructures ferroviaires (réseaux de communication, parcelles privées...) mais aussi peut-être effets de liaison de ces infrastructures,
- Effets de réorganisation des territoires à l'échelle globale (spécialisation de régions dans certaines productions par exemple),
- Effets de réorganisation des territoires à l'échelle d'une agglomération (localisation des activités polluantes, rapport à la nature des citadins...),
- Effets sur les pratiques de mobilité et leur conséquences environnementales associées des politiques de déploiement et de réduction de l'offre ferroviaire (effets du tourisme ferroviaire sur le rapport au paysage ou sur les sites visités, report modal lié aux fermetures de lignes...),
- Notion d'utilité publique des lignes ferroviaires, sous l'angle environnemental, en lien ou comparaison avec d'autres réseaux (canaux, autoroutes...).

Proposition de sujet de master

Le système ferroviaire et le système environnemental : comment le train a transformé le rapport à la nature ?

Depuis son essor au XIX^e siècle, le train a transformé le rapport au temps, à l'espace et au paysage ainsi que les activités économiques. Il a aussi participé à l'évolution des relations entre les humains et leur environnement en portant les flux de voyageurs vers des espaces spécifiques nouveaux (mer et montagne notamment) ou que les citadins ont délaissé et redécouvrent (Massif central). Ce faisant, ces flux viennent interagir avec des milieux environnementaux qu'ils

contribuent à transformer par la pratique de différentes activités et par les installations touristiques, tout en participant à une prise de conscience de leur protection. Il s'agit ici de proposer une étude de ces interactions entre système ferroviaire et système environnemental portant sur un cas précis à définir (station balnéaire, station de montagne, forêt de Fontainebleau...).

Profil : étudiant(e) en histoire, en géographie ou en écologie et environnement

2. Le chemin de fer, artefact matériel : ressources, matières et effets sanitaires et biologiques

Il s'agit ici d'analyser les effets et les perceptions environnementales de l'exploitation ferroviaire, comprise comme une activité matérielle qui met en jeu des ressources et des produits, qui met en mouvement des mobiles mécaniques et qui suppose des procédures d'entretien et de maintenance, voire de démantèlement et de recyclage. Cette thématique s'intéresse donc aux questions environnementales les plus directes mais pourra aussi ouvrir l'analyse au suivi de certains composants du système ferroviaire au long de leur cycle de vie.

Les aspects principaux de la thématique seront donc les suivants :

- Effets des sources énergétiques du chemin de fer (charbon, fumées, bois...) tant sur la santé directe des voyageurs et des cheminots que sur l'environnement (pollution de l'air...),
- Composition et maintenance de la voie, notamment des traverses (effets biologiques, produits phytosanitaires...),
- Les bruits du train (nuisances sonores...),
- Les transports de produits jugés dangereux et les risques de pollution (procédures, accidents éventuels...).

Proposition de sujet de master

Le chemin de fer comme conservatoire naturel ?

Les espaces ferroviaires forment des lieux spécifiques qui offrent un espace de vie particulier pour différents éléments naturels faunistiques et floristiques. En outre, du fait de leur ancrage dans un monde contrôlé, mesuré et instrumenté, ces composantes naturelles du milieu ferroviaire figurent dans les relevés, la connaissance et les considérations que les structures ferroviaires produisent pour la construction mais aussi l'exploitation du réseau. Par exemple, en parcourant les voies très régulièrement, les cheminots produisent une connaissance originale d'un milieu qui peut s'avérer devenir un lieu de conservation. Alors que les projets ferroviaires peuvent se heurter à la destruction d'habitat naturel de telle ou telle espèce, l'idée de ce sujet est d'interroger les espaces ferroviaires existants comme des lieux de protection de certaines espèces. Cette étude peut être envisagée sur un temps long historique.

Profil : étudiant(e) en histoire, en géographie ou en écologie et environnement

3. Des années 1970 à nos jours : le positionnement du rail à l'heure de l'écologie politique

Cette thématique présente une dimension historique plus marquée au sens où elle interroge un phénomène chronologiquement ancré, celui de l'émergence de l'écologie politique et des politiques

écologiques depuis les années 1970, en le croisant avec le monde ferroviaire. Comment le train mais aussi les transports urbains ferrés, sont-ils entrés en synergie ou non avec ce volet de plus en plus présent dans l'action publique ?

Les aspects principaux de la thématique seront donc les suivants :

- La construction de l'argument écologique en faveur des modes ferrés face aux autres systèmes de transport (quantification, communication...),
- L'affirmation de la composante écologique au sein de la SNCF (structures, discours, mise en œuvre...),
- La tension entre le paradigme de la mobilité et celui de l'écologie depuis les années 2000.

Proposition de sujet de master

La communication externe de la SNCF et de la RATP et la question environnementale depuis les années 1970

Dans le cadre plus global de l'affirmation des enjeux environnementaux au sein du monde des transports depuis les années 1970, cette étude vise à comprendre comment cette thématique a pu être déployée au sein des campagnes publicitaires des opérateurs ferroviaires principaux. Il s'agira d'étudier les formulations, les images et les thématiques employées, depuis la « 2^e voiture » de la RATP (1978) jusqu'au « Merci tout naturellement » de la SNCF (2019). Il s'agit aussi de voir comment, au sein des deux entreprises, les porteurs de la communication et ceux de la question écologique ont interagi.

Profil : étudiant(e) en histoire ou en information et communication